



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

***Le Club Convaincre vous invite
le lundi 17 mars 2025 à 18H 30 sur ZOOM***

au Forum à distance animé par Jacques Gagneur

L'Allemagne après les élections

La première place pour la démocratie chrétienne et la seconde pour l'extrême droite. Plus profondément l'érosion des deux grands partis historiques qui ont structuré la vie politique allemande. Friedrich Merz très volontariste sur l'autonomisation de l'UE face au renversement d'alliance opéré par Donald Trump. Les enjeux économiques et sociaux de la situation que l'Allemagne doit affronter.

Les élections ont eu lieu le 23 février. La coalition gouvernementale n'est pas encore faite. Donc on ne voit aucun acte.

1. La situation du pays et la décision d'anticiper les élections législatives

La situation générale de l'Allemagne se caractérisait, jusqu'à une période récente, par trois aspects essentiels : un accès de sa puissante industrie aux principaux marchés mondiaux que sont l'Europe, la Chine et les Etats Unis, la disponibilité d'une énergie carbonée abondante et peu couteuse provenant de Russie, et la protection militaire des USA.

Plusieurs chocs externes sont venus ébranler sérieusement les bases de cet édifice au cours des dernières années :

- la catastrophe de Fukushima qui a conduit à fragiliser l'approvisionnement énergétique du pays en abandonnant l'énergie nucléaire et accentuation de la dépendance vis-à-vis du gaz russe,

- la guerre civile en Syrie qui a conduit Angela Merkel à accueillir 1 million de réfugiés, « Nous allons y arriver » a dit Angela Merckel et cela a réussi avec des moyens matériels conséquents.
- la pandémie de Covid19 en mars 2020,
- la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. Le chancelier Olaf Scholz a vite compris et dit qu'il s'agissait d'un changement d'époque.
- l'élection récente de Donald Trump à la présidence des USA et la pluie de décrets depuis son investiture.

Dans le même temps, le gouvernement fédéral du chancelier social-démocrate Olaf Scholz était constitué de la « coalition feux tricolores » avec le SPD, les Verts et le FDP libéral. Cet attelage difficile à conduire du fait d'options trop écartées n'a pas pu faire face à la dégradation de la situation économique - 2 ans de récession - et le chancelier Scholz, après s'être séparé de Christian Lindner (FDP) son ministre des Finances, a décidé de provoquer les élections législatives anticipées par dissolution du Bundestag le 10 novembre 2024.

Ces élections ont eu lieu le 23 février 2025 dans les 630 circonscriptions, après une campagne de seulement 3 mois dont les sujets principaux ont été l'immigration et la situation économique, avec un fort sentiment de déclassement, et marquée par plusieurs attentats commis par des étrangers en situation irrégulière ou psychiatrique malade (Magdebourg, Munich, ...).

2. Les résultats

Un taux de participation remarquable de 84%. Les résultats sont incontestables.

Le parti chrétien-démocrate CDU/CSU conduit par Friedrich Merz arrive en tête avec 28,6% des voix, un score inférieur à ce que les sondages (30%) lui laissaient espérer. Il obtient 208 sièges, soit 11 de plus qu'en 2021.

Une percée historique de l'AfD (Alternative für Deutschland) à 20,8%, qui double son score d'il y a 4 ans. Ce parti d'extrême droite avec des composantes néo-nazies, dirigé par Alice Weidel, devient ainsi la deuxième force politique du pays, particulièrement implantée chez les jeunes et dans les Länder de l'ex-RDA. Il obtient 152 sièges (+69). Ce parti est bien différent du Rassemblement National. Il ne siège pas au même endroit au parlement européen. Le thème des nativistes (allemands de souche appelés natifs) a été fortement porté par l'AfD et a influencé la droite.

Le SPD connaît un véritable effondrement avec seulement 16,4% des voix, en recul de 10 points par rapport à 2021. Il obtient 120 sièges (- 86). Cette chute les ramène à ce qu'ils étaient avant 2021.

Les Verts obtiennent 11,6% des suffrages, contre 14,75% en 2021, un tassement significatif. Ils obtiennent 85 sièges (-33).

Die Linke obtient 8,8% des voix, une petite résurrection et obtient 64 siège (+25).

L'autre parti de gauche BSB n'a pas atteint la barre des 5%. De même les libéraux sont à 4,3%. Ces deux contre-performances permettent à la CDU et au SPD d'avoir la majorité.

3. Continuité et ruptures

Continuité institutionnelle et politique avec les deux formations qui structurent historiquement la vie politique allemande depuis l'après-guerre : la démocratie chrétienne et la social-démocratie, en pourparlers pour constituer un gouvernement de coalition CDU/CSU et SPD avec Friedrich Merz comme Chancelier à sa tête. La « GroKo » fait partie intégrante des pratiques de gouvernance de nos cousins germains. Et le « cordon sanitaire » autour de l'extrême droite est maintenu, malgré un épisode d'alerte avant les élections sur un texte concernant l'immigration. Sur les deux enjeux internes de ces élections, l'immigration et la politique économique, les propositions sont très classiques : amplification et durcissement pour la première, baisses d'impôts et « débureaucratisation » pour la deuxième.

Ruptures importantes et nombreuses :

La progression et la deuxième place de l'AfD est l'évènement politique majeur, dont on ne sait pas mesurer la portée et les conséquences.

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump, juste un mois avant les élections en Allemagne conduit Friedrich Merz à proposer des mesures et un positionnement totalement nouveaux : suppression ou aménagement du « frein à la dette » (« Schuldbremse ») pour permettre d'engager d'importantes dépenses d'infrastructures et de défense, prise de distance sinon autonomisation vis-à-vis des USA (il va même jusqu'à parler d'« indépendance »), ouverture inédite à la possibilité de la protection nucléaire française. Il s'agit, pour nos voisins d'outre-Rhin d'une véritable révolution copernicienne.

Si les propos du futur Chancelier se traduisent prochainement en actes, le partenaire allemand que nous connaissons depuis deux générations ne sera plus le même ! Le parlement allemand est saisi dès maintenant d'une proposition de faire disparaître ce frein à la dette. Cela suppose de changer la loi fondamentale, équivalent de la constitution. Friedrich Merz fait voter cette disposition par le parlement sortant avant l'investiture du nouveau. La majorité des deux tiers y est envisageable, pas dans le parlement qui arrive.

4. Enjeux européens

Friedrich Merz affiche sa volonté de remettre l'Allemagne au cœur du fonctionnement de l'U.E. Est-ce vraiment nouveau ? Et comment comprendre ce positionnement ? Il veut soutenir militairement l'Ukraine, y compris par la livraison des missiles Taurus jusqu'alors refusée par son prédécesseur. Et il veut engager son pays dans la co-construction d'une défense de l'Europe, avec la Pologne, la Grande-Bretagne et la France, n'excluant rien (?)

sur une prise de dette européenne dans ce but. Enjeu majeur de la période actuelle, il déclare à la suite de sa victoire : « *Ma priorité absolue sera de rendre l'Europe indépendante des Etats-Unis, pas à pas. Je n'aurais jamais imaginé que je dirais cela un jour à la télévision.* ». Pour un atlantiste convaincu comme lui, ça en dit long sur l'effet Trump.

Après une décennie de dysfonctionnement du « couple » franco-allemand, une fenêtre d'opportunité semble s'ouvrir pour que ce moteur de l'Union puisse donner sa pleine puissance. Une condition nécessaire mais pas suffisante ...

Le débat

La culture politique allemande est bien différente de la culture française. Les verts allemands ne sont pas dans une opposition absolue. Une posture qu'on ne retrouve pas en France.

Olaf Scholz est encore le chancelier en exercice jusqu'à la nomination de Merz avec tout son gouvernement et un contrat signé par la nouvelle coalition. Merz s'est engagé à ce que ce gouvernement soit en place avant Pâques.

On a beaucoup glosé sur les mauvaises relations entre Macron et Scholz. Friedrich Merz a l'air très lucide sur la situation internationale, une vraie rupture sur l'atlantisme qu'il défendait depuis toujours.

La politique économique et sociale risque d'être difficile. Le SPD devrait pouvoir tempérer la dureté de la droite allemande.

L'AfD est puissante en Allemagne de l'Est, la mémoire du nazisme y est plus faible qu'à l'ouest. Le nazisme était présenté comme une déviation du capitalisme que les pays de l'est combattaient. Mais on voit dans de grands villes industrielles de la Rurh des votes importants pour l'extrême droite.

Merz arrive dans une situation très différente de celle de Scholz. Difficile de comparer les deux postures. Merz profite à fond de ces changements pour revenir sur les infrastructures qui sont en piètre état. Pas sur que Scholz aurait saisi cette perche en même temps que l'effort d'armement à faire. La situation budgétaire de l'Allemagne est à l'équilibre donc avec une marge de manœuvre considérable. Ils sont capable de convertir leur industrie de l'automobile à l'armement à grande vitesse

La dénazification s'est peu faite en Allemagne de l'Est. Le communisme jouait très fort sur le nationalisme. La faute du nazisme était au capitalisme, à l'Allemagne de l'Ouest. On se retrouve à ce jour avec une social démocratie et des verts en perte de vitesse. Difficile d'imaginer des coalitions stables entre les partis européens qu'on trouve en Allemagne.

Malgré tout, le système de gouvernance européen avance malgré toutes ces difficultés. Plus à droite que dans la mandature précédente mais part vers plus de prise en charge.

Peu de choses sont dites en Allemagne sur ce qui se passe en France. Un bruit circule en Allemagne que Merz est un gaulliste. Une posture dont ils sont toujours restés éloignés.

L'Europe avance quand français et allemands sont d'accord. Il semble que ce qu'il se passe au PS en ce moment va dans ce sens européen. Il semble que l'intergouvernemental reprend le dessus sur une logique venant de Bruxelles. Le groupe des 5 Allemagne Pologne, Italie, Royaume Uni et France peuvent faire bouger les choses.

La base industrielle de défense existe déjà sur des bases européenne : Airbus, KMDS, Eurocopter. Cela peut avancer dans cette période.

Un exemple régional : Roanne a doublé sa production mensuelle de canons Cesar. Ils ont encore 1000 salariés sur leur site.

Global Industrie : on voyait des entreprises prêtes à recevoir des contrats dans la défense. Le mot d'ordre était de demander de taxer les armes américaines qui ne le sont pas à ce jour.

Ne pas oublier que le pacifisme a été structurant en Allemagne et peut expliquer les retards successifs par rapport à l'Ukraine. Une majorité des deux tiers pour modifier la constitution allemande est possible grâce à ce retournement.

Die Linke est devenu le premier parti à Berlin. Ils restent pacifistes.

Il reste possible que Merz accepte un nouvel emprunt européen pour la défense. Van der Leyen a annoncé 800 Milliards dont 150 Milliards d'emprunt européen, le reste consiste en des dérogations sur les taux de déficits dans les pays. Ce n'est pas une défense collective mais une juxtaposition de défenses restant indépendantes. L'effet d'annonce recouvre des réalités bien petites par rapport à ce qu'elle annonce. De nombreux experts insiste sur la coordination nécessaire entre ces 27 armées. Cela peut changer.

Ce chiffre de 800 Milliards n'a pas été compris. Il faudra peut être attendre quelques mois pour avoir un financement européen plus conséquent et une harmonisation entre les achats d'armement.

Nous verrons si l'Europe ne se retrouve pas en situation de suivisme derrière les décisions de Trump.

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>